

(AFP) La France risque de rater le coche de la bioproduction, craignent les industriels de la santé

11/10/2016

Paris, FRANCE – La production de biomédicaments reste limitée en France, en dépit du potentiel scientifique du pays et alors que les biotechnologies incarnent l'avenir du marché pharmaceutique mondial, ont averti des patrons de grandes entreprises hexagonales du secteur, invitant l'Etat à réagir.

Les entreprises qui développent de nouveaux médicaments, notamment issus des biotechnologies, « ne choisissent plus la France », s'est alarmé lundi Bertrand Parmentier, directeur général du groupe Pierre Fabre, lors du colloque annuel du G5 Santé, cercle de réflexion réunissant les grands industriels français du secteur.

« Sur 130 molécules autorisées par l'Agence européenne du médicament de 2012 à juin 2014, seulement huit ont été produites en France », a rappelé M. Parmentier, citant une ancienne étude du cabinet Roland Berger.

« C'est un sujet de préoccupation car c'est la création de valeur des 15-20 ans qui viennent », a-t-il encore souligné.

La France a aussi du mal à attirer les « cerveaux » des biotechnologies, et à retenir ceux qu'elle a formés: « Dans notre école, 70% des ingénieurs trouvent leur premier emploi à l'étranger, et très peu reviennent en France », a confié Brigitte Lindet, directrice de l'Ecole nationale supérieure de technologie des biomolécules de Bordeaux, un signe selon elle du « problème d'attractivité » des sites français.

Nombre d'acteurs pharmaceutiques maintiennent toutefois des centres de recherche-développement en France, où ils bénéficient d'une enveloppe annuelle de crédit-impôt recherche de 600 millions d'euros par an.

Et grâce à de nombreux dispositifs publics d'aide à l'innovation, de nombreuses petites sociétés de biotechnologies sont nées en France ces dernières années. Rares cependant sont celles qui produisent déjà ou qui parviennent à lever des fonds conséquents pour se développer.

Quand il s'agit de passer à l'étape industrielle, beaucoup d'entreprises pharmaceutiques évitent la France, où le marché du médicament stagne, à contre-courant de ses voisins européens, en raison des baisses de prix imposées par l'assurance-maladie, et où le secteur pharmaceutique est soumis à des taxes spécifiques de l'ordre d'un milliard d'euros par an.

– « On s'était un peu endormi » –

Marc de Garidel, président non exécutif d'Ipsen et président du G5 Santé, a dénoncé « une politique contradictoire » du gouvernement, entre sa promesse de tenir compte des investissements des entreprises en Europe dans la fixation des prix des médicaments d'un côté, et une accélération des économies sur les produits de santé par l'assurance-maladie (1,7 milliard d'euros pour 2017) de l'autre.

« Si nous (les laboratoires français, ndlr) sommes encore debout aujourd'hui, c'est grâce à l'international » qui soutient les exportations, a estimé Olivier Laureau, PDG du groupe Servier.

Issues des sciences du vivant, à l'inverse des médicaments de chimie de synthèse, les biotechnologies représentaient près d'un quart du marché pharmaceutique mondial en 2015, soit 184 milliards de dollars, contre 17% en 2008, selon une récente étude d'Evaluate Pharma.

En 2022, où elles devraient avoisiner 30% du marché pharmaceutique mondial, les biotechnologies devraient aussi représenter la moitié de la valeur des 100 principaux « blockbusters » (médicaments dépassant le milliard de dollars de chiffre d'affaires annuel) du secteur pharmaceutique, pronostique Evaluate Pharma.

Or la production française repose dans une large mesure sur des médicaments chimiques et matures: sur quelque 220 usines pharmaceutiques, seules 39 d'entre elles sont dédiées à la bioproduction de vaccins, de médicaments dérivés du sang ou d'anticorps monoclonaux, et elles concentrent à peine 15% des emplois industriels du secteur.

Jadis première en Europe en termes de chiffre d'affaires grâce à sa position dominante dans les médicaments chimiques, la production pharmaceutique hexagonale est désormais largement distancée par la Suisse, l'Allemagne et l'Italie, et talonnée par l'Irlande et le Royaume-Uni, selon des données de la fédération européenne du secteur EFPIA.

Le secteur pharmaceutique français a toutefois une certaine part de responsabilité dans sa situation actuelle, n'ayant pas anticipé assez tôt la révolution des biotechnologies.

« La France avait une longueur d'avance en matière de production de molécules chimiques. On s'était un peu endormi (...). La situation est préoccupante parce qu'on s'y prend un peu tard », a déclaré à l'AFP Francis Carré, président de MabDesign, association de promotion de la filière industrielle de l'immunothérapie et des anticorps thérapeutiques basée à Lyon.

Etienne Balmer
11/10/16